

sinon les meilleurs, d'après les chiffres parus dans le *Globe and Mail* d'aujourd'hui. Le *Financial Post* dit:

« Les aciéries canadiennes... »

A noter que l'acier est toujours un indice de la tendance de l'économie.

...ont de la peine à remplir les commandes sans précédent de tôles laminées à froid.

La Banque canadienne impériale du Commerce dit:

L'une des principales sources de vigueur, à mesure que l'année avance, c'est l'accroissement sensible du volume des exportations... Le revenu des particuliers a continué de monter, grâce à l'augmentation des offres d'emplois, au relèvement des salaires et à la hausse du revenu agricole.

Les hommes d'affaires canadiens devaient ensuite déclarer ceci... Je n'aime pas à reprendre ces choses, monsieur l'Orateur, car je sais ce que doivent ressentir les honorables députés d'en face. Après avoir prêté que le pays irait à la faillite, ils se voient contraints aujourd'hui de rester bien tranquilles et de se rendre compte que leurs déclarations étaient sans fondement; au surplus, ils étaient persuadés de leurs faussetés au moment où ils les ont lancées.

J'ai fait mention des réserves de change. Dans les journaux, aujourd'hui, la *Presse canadienne* donne le rapport suivant:

Les réserves du Canada se sont accrues de \$123,000,000 au cours du mois de janvier et ont atteint le chiffre record de \$2,662,500,000 en raison des recettes de 125 millions, en dollars des États-Unis, provenant de l'émission d'obligations lancée par le gouvernement, à New-York, l'automne dernier.

Et le rapport continue:

Il reste à prélever sur les réserves les 300 millions de dollars que le gouvernement a empruntés au Fonds monétaire international en juin dernier, à l'époque où le total des réserves était descendu à 1.1 milliard.

Telle est la situation, du commencement à la fin. N'ont-ils pas reçu une bonne leçon?

**Une voix:** Les leçons ne leur servent à rien.

**Le très hon. M. Diefenbaker:** Monsieur l'Orateur, ils reviennent à la charge. L'honorable député de Davenport (M. Gordon) est allé dans l'Ouest. Il a dit: « Oh, à mon avis, l'avenir se présente sous un jour sombre ». Dois-je ajouter qu'il n'était pas très clairvoyant? Il a déclaré que notre production nationale n'atteindrait le niveau qu'elle atteint actuellement que dans trois ans. Ils nous servent encore une fois la même rengaine. Je crois que M. Winters s'est mis lui aussi de la partie l'autre jour. J'affirme, monsieur l'Orateur, que les mêmes auteurs, les mêmes porte-parole se sont remis à l'œuvre dans tout le pays. Leurs instruments de propagande sont au point et ils vont se lancer à nouveau dans leurs doléances au sujet de

[Le très hon. M. Diefenbaker.]

la situation économique du pays. J'affirme, monsieur l'Orateur, que la population sait reconnaître aujourd'hui ceux qui lui ont dit la vérité.

Je pourrais aborder les problèmes du commerce et de l'agriculture. Nous connaissons tous l'expansion prodigieuse de nos échanges commerciaux. Pour la première fois dans notre histoire, le ministère du Commerce fait un effort massif en vue de nous assurer des débouchés dans toutes les régions du monde.

Quant à l'agriculture, il suffit de demander aux cultivateurs: « Quel est votre revenu? Quelle a été l'incidence de la fixation du cours du dollar? » Vous n'avez pas oublié sans doute que nos vis-à-vis ont déclaré aux cultivateurs: « Vous êtes menacés de perdre vos débouchés, la conjoncture est grave, les prix vont fléchir... » Ils ont brandi cet épouvantail de façon répétée. De notre côté, nous préparons un train de mesures sous l'égide de la loi sur la remise en valeur et l'aménagement des terres agricoles (ARDA). Je suis convaincu que cette loi traduit l'importance de l'apport au Canada du ministre de l'Agriculture (M. Hamilton); c'est une charte pour l'essor des collectivités rurales, et un code d'utilisation maximale de nos terres et de nos richesses naturelles.

Quant à la sécurité sociale, nous sommes tout bonnement paralysés par une opposition qui guette la pendule et fait de l'obstruction systématique. Voilà quelle a été son attitude.

Que ces messieurs n'aillent pas nier qu'ils s'en sont félicités, car pendant les vacances de Noël, le vieux propagandiste de ce parti a déclaré à la presse: « Nous allons leur créer des embêtements pour les empêcher de faire adopter leurs crédits. Nous les empêcherons d'obtenir l'argent nécessaire pour gouverner, ils seront donc forcés d'en appeler au peuple. » Puis, la même personne dont le haussement d'épaule est le tic caractéristique, ajoute: « Ils ne réussiront pas à faire adopter la moindre mesure, ils ne pourront jamais faire adopter leurs crédits. » Voilà l'attitude de ces messieurs.

La sécurité sociale? Nous voulons rendre possible, grâce à la collaboration des provinces, la création d'un régime de pensions transférables. Nous voulons que la Chambre puisse adopter un programme contributif de sécurité de la vieillesse, comportant des prestations pour les survivants. Il est impossible de le faire sans modifier la constitution. Vu l'opposition d'une province, j'estime que nous devrions maintenant songer à adopter le programme sans prestations aux survivants afin d'arriver aux fins que nous nous sommes fixées, c'est-à-dire de créer un programme de sécurité sociale auquel nous verserons des cotisations pendant nos années de travail